

Fédéraleurs

L'Express - Humeur - Sylvain Ranjalahy – 01/10/12

Et ils renaissent de leurs cendres. Profitant de l'impasse politique, les «fédéraleurs» reviennent au-devant de la scène pour rappeler au souvenir de l'opinion leur existence. Une cinquième mouvance, en quelque sorte, qui réalise sur le tard qu'elle peut être la cinquième roue de la carrosse. Un réveil tardif qui prouve, une fois de plus, que c'est plus une alternative de circonstance qu'un vrai système de développement. C'est du moins, ainsi, qu'il est présenté par ses fervents défenseurs. Il est assimilé à un régionalisme primaire, à un tribalisme moyenâgeux qui limite sa portée, anéantit sa crédibilité. Le fédéralisme est bien plus qu'une association des cadres des cinq provinces, une assemblée de Tangalamena, des déclarations d'allégeance, un soutien de natifs pour un ministre, un fonctionnaire du gouvernement limogé. C'est un concept beaucoup plus intelligent et dont la noblesse se traduit par la place occupée par les pays qui l'ont adopté à l'image des États-Unis, de la Suisse, de l'Allemagne, de la Russie... Il est vrai qu'ils n'ont pas dix-huit ethnies à gérer qui veulent toutes être représentées au gouvernement et dans les autres institutions.

C'est d'autant plus vrai que parmi ses promoteurs, on retrouve ceux-là mêmes qui avaient lutté, corps et âme, pour isoler Tana aussi bien en 1991 qu'en 2002 sur l'impulsion de qui on sait. Au nom du «fédéralisme», on s'amusait à détruire les ponts qui reliaient la capitale des cinq anciennes provinces pour couper l'approvisionnement en carburant et en nourriture, sous prétexte que Tana et les Merina soutenaient Albert Zafy en 1991 (eh oui) et Ravalomanana en 2002. On se demande si un tel crime, qui remplit toutes les conditions d'un génocide, peut être amnistié. Quand son auteur claironne qu'il ne regrette rien, l'écoeurement et le dégoût sont à leur comble.

On ne fait donc appel au fédéralisme que lorsque le pouvoir est à la dérive, que pour servir d'argument à l'échec d'un pouvoir hyper-centralisé dans la capitale et surtout pour exacerber la rivalité merina-côtiers. Mais c'est la faute à qui Philibert Tsiranana aurait pu faire de la Première république une république fédérale de six États avec un accent particulier au développement des cinq provinces. Ratsiraka aurait pu en faire autant à l'aller (1975 à 1993) comme au retour (1997 à 2002), personne n'aurait trouvé à redire et peut-être qu'on n'en serait pas là aujourd'hui. Comme c'est une idéologie qui lui tient visiblement à cœur, il se serait investi corps, âme et portefeuille, quitte à constituer une milice armée, pour la faire triompher. En tout cas, cela ne pouvait pas être pire que la révolution socialiste, les idées du djoutché de son grand ami nord coréen Kim il Sung, ou de la république humaniste écologique qui étaient une funeste fumisterie.

On reparle, aujourd'hui, de fédéralisme comme solution à la crise trois ans après son déclenchement. Pourquoi la mouvance Zafy, principale composante du fédéralisme, ne l'avait pas proposé dans toutes les négociations dans lesquelles elle a pris part

Il n'est plus à prouver que le fédéralisme est un modèle de développement efficace tel que l'histoire l'a montré. C'est un système qui peut s'imposer tout naturellement à Madagascar, handicapé par sa superficie, la précarité de ses voies de communication, son manque de moyens. Une situation qui nécessite absolument une délégation du pouvoir, une décentralisation réelle et effective. L'insécurité dans le sud le prouve. Cette région ne peut pas se prendre en charge pour régler ses problèmes et doit attendre le bon vouloir du pouvoir central qui s'est fait tirer l'oreille avant de réagir. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres quand on sait que même la commune urbaine de Tana subit la toute puissance de l'État central et vit pratiquement en assisté pour ramasser ses ordures, retaper ses rues, construire ses infrastructures de base.

Le fédéralisme, tant vanté et réclamé, est pour le moment politique pour jouir d'un brin de pouvoir. Des titres fanfarons comme premier ministre d'un district sonne toujours bien au royaume des malentendants, mais c'est d'abord un fédéralisme économique qu'il faut instaurer pour booster le développement. Une concurrence saine et positive dont la gestion rigoureuse des ressources naturelles sera la base. Dans certains milieux, le regain d'intérêt du fédéralisme s'explique par le désir ardent de contrôler les mines, le

pétrole, les bois précieux, les zébus, les criquets, les ports, l'or, les pierres précieuses. Un fort relent de 1991 et 2002, tout comte fait.

Source : <http://www.lexpressmada.com/3041-humeur/federateurs.html>